

commission du codex alimentarius



ORGANISATION DES NATIONS
UNIES POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION
MONDIALE
DE LA SANTÉ



BUREAU CONJOINT: Viale delle Terme di Caracalla 00153 ROME Tél: +39 06 57051 www.codexalimentarius.net Email: codex@fao.org Facsimile: 39 06 5705 4593

Point 2 de l'ordre du jour

CX/PR 07/39/2
Mars 2007

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ DU CODEX SUR LES RÉSIDUS DE PESTICIDES

Trente-neuvième session

Beijing (Chine), 7 - 12 mai 2007

QUESTIONS SOUMISES AU COMITÉ DU CODEX SUR LES RÉSIDUS DE PESTICIDES PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET/OU D'AUTRES COMITÉS DU CODEX

A. DÉCISIONS DE NATURE GÉNÉRALE PRISES PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS À SA VINGT-NEUVIÈME SESSION (Genève, Suisse, 3 – 7 juillet 2006)¹

1. La Commission a **adopté** des amendements au Règlement intérieur et d'autres amendements au Manuel de procédure, notamment la scission du Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants, qui est remplacé par le Comité sur les additifs alimentaires et le Comité sur les contaminants dans les denrées alimentaires et l'établissement de nouveaux groupes spéciaux (voir également ci-après, par. 20-25). Elle a également adopté d'autres textes et normes élaborés par les Comités et groupes spéciaux du Codex. Pour une liste complète de ces textes, ainsi que des informations relatives à leur examen, consulter le document ALINORM 06/41, à l'adresse suivante: http://www.codexalimentarius.net/web/index_fr.jsp.
2. À sa vingt-neuvième session, la Commission a approuvé la proposition, formulée par le Comité exécutif à sa cinquante-septième session, de recommander aux Comités et groupes spéciaux du Codex:
 - d'établir un rang de priorité pour les travaux lorsque l'ordre du jour du Comité est très chargé;
 - d'inviter tous les présidents, ou les pays hôtes pour les comités suspendus, à communiquer leurs observations sur les points qui ont été à l'examen pendant plus de cinq ans;
 - d'informer le Comité exécutif et la Commission des délais proposés d'achèvement des travaux pour tous les points qui ont été approuvés comme nouveaux avant 2004 (ALINORM 06/29/41, par. 8 et ALINORM 06/29/3, par. 64-65).
3. En conséquence, il **est demandé** au Comité **de proposer** un calendrier pour tous les points à l'examen dans le cadre de la Procédure par étape, lors de leur examen à la présente session.

¹ La version intégrale du rapport de la vingt-neuvième session de la Commission peut être consultée à l'adresse suivante: http://www.codexalimentarius.net/web/index_fr.jsp.

B. DÉCISIONS PRISES PAR LA COMMISSION À SA VINGT-NEUVIÈME SESSION CONCERNANT LES ACTIVITÉS DU COMITÉ

PROJETS DE NORMES ET TEXTES APPARENTÉS À L'ÉTAPE 8 DE LA PROCÉDURE (Point 4 de l'ordre du jour)

4. La Commission **a adopté** les projets de normes et de textes apparentés soumis par ses organes subsidiaires à l'étape 8 (y compris ceux qui ont été soumis à l'étape 5 avec une recommandation visant à omettre les étapes 6 et 7 et ceux qui ont été soumis à l'étape 5 de la Procédure accélérée) dont la liste figure à l'Annexe IV du document ALINORM 06/29/41.

5. Les paragraphes suivants contiennent des informations supplémentaires sur les observations formulées et les décisions prises sur certains points.

Résidus de pesticides

Projets de limites maximales de résidus pour les pesticides, y compris les piments forts séchés²

6. La Commission **a adopté** les LMR proposées aux Annexes II et III de l'ALINORM 06/29/24 et noté les réserves exprimées par la Communauté européenne et la Norvège sur les LMR pour le méthiocarbe (132), la deltaméthrine (135), l'oxydeméton-méthyl (166) et le chlorprophame (201).

AVANT-PROJETS DE NORME ET DE TEXTES APPARENTÉS À L'ÉTAPE 5 (Point 5 de l'ordre du jour)

7. La Commission **a adopté** les avant-projets de normes et les textes apparentés à l'étape 5 soumis par ses organes subsidiaires à l'étape 5, tels que présentés à l'Annexe V au présent rapport, et les a avancés à l'étape 6. La Commission a noté que les observations techniques formulées lors de la session seraient transmises aux comités concernés pour examen. La Commission a encouragé les membres et les observateurs qui ont soumis des observations par écrit ou oralement à la session à soumettre ces observations à l'étape 6 de la Procédure.

8. La Commission a adopté et avancé à l'étape 6 l'Avant-projet de LMR pour le phorate (112) dans la pomme de terre et pour l'indoxacarbe (216) dans les choux cabus, la laitue à cueillir, les matières grasses du lait et les laits, comme présenté à l'Annexe VI de l'ALINORM 06/29/24.

9. Ces LMR seront examinées à l'étape 7 au titre du point 5 de l'ordre du jour.

RÉVOCATION DE NORMES CODEX ET TEXTES APPARENTÉS EN VIGUEUR (Point 6 de l'ordre du jour)³

10. La Commission **a approuvé** la révocation de plusieurs LMR de pesticides, comme présenté à l'Annexe VII de l'ALINORM 06/29/24.

PROPOSITIONS RELATIVES À L'ÉLABORATION DE NOUVELLES NORMES ET TEXTES APPARENTÉS, AINSI QU'À L'INTERRUPTION D'ACTIVITÉS (Point 7 de l'ordre du jour)

11. La Commission a approuvé de nouveaux travaux sur la liste des pesticides à évaluer en priorité (nouveaux pesticides et pesticides faisant l'objet d'un examen périodique) (en cours) et sur la Prolongation des travaux de révision de la classification du Codex des produits destinés à l'alimentation humaine et animale (Code N09-2006).

Avant-projet d'amendement de la procédure d'élaboration des LMR du Codex (relatif à l'établissement de LMR provisoires)

12. La délégation néerlandaise, s'exprimant en sa qualité de présidente du Comité sur les résidus de pesticides, a rappelé que le Comité travaillait à l'établissement de LMR provisoires depuis plusieurs sessions, en vue d'assurer l'élaboration rapide de LMR, et que des LMR provisoires spécifiques avaient été

² ALINORM 06/29/24, Annexe II.

³ ALINORM 06/29/7.

adoptées par la Commission à sa vingt-huitième session. La Commission, notant que le Comité sur les résidus de pesticides avait approuvé de nouvelles politiques visant à accélérer le processus d'établissement de LMR, a approuvé l'interruption des travaux sur les LMR provisoires.

AUTRES QUESTIONS

Projet de révision des critères régissant l'établissement d'un ordre de priorité des composés à évaluer par la JMPR (ALINORM 06/29/41, par. 30-32)

13. La délégation indienne, appuyée par d'autres délégations, a proposé d'insérer un autre critère afin de garantir que la priorité soit accordée aux pesticides et aux produits importants pour les pays en développement.

14. La délégation néerlandaise, s'exprimant en sa qualité de présidente du Comité sur les résidus de pesticides, a rappelé que les demandes d'évaluation de composés par la JMPR étaient subordonnées à la disponibilité de données pertinentes, en particulier d'essais contrôlés, et que l'application des LMR (limites maximales de résidus) Codex et nationales à l'importation et à l'exportation était une question que le Comité examinait séparément. La Commission a aussi rappelé que les Critères régissant l'établissement des priorités des travaux tenaient expressément compte des besoins des pays en développement.

15. Après un débat, la Commission **a adopté** le projet de révision des critères et **est convenue de transmettre** au Comité sur les résidus de pesticides la question du classement par ordre de priorité des pesticides et des produits intéressant les pays en développement, concernant aussi bien les nouveaux produits chimiques que la réévaluation périodique.

16. Voir également, ci-après, par. 26-35 du rapport du Comité du Codex sur les principes généraux.

QUESTIONS DÉCOULANT DES RAPPORTS DE LA COMMISSION, DES COMITÉS ET DES GROUPES SPÉCIAUX DU CODEX (Point 11 de l'ordre du jour)

Comité du Codex sur les principes généraux

Emploi du terme « provisoire »

17. La Commission a rappelé que le Comité sur les Principes généraux avait examiné le terme « provisoire » relativement à l'adoption des normes Codex et textes apparentés, à la suite de la demande formulée par la Commission à sa vingt-septième session. Cette question a également été examinée à la présente session relativement aux résidus de pesticides (voir point 7 de l'ordre du jour).

18. La Commission **est convenue** d'approuver les recommandations ci-après telles que proposées par le Comité sur les Principes généraux:

- La Commission ne devrait pas adopter de normes concernant la sécurité sanitaire des aliments à l'étape 8, qu'elles soient appelées temporaires ou provisoires, qui ne soient pas étayées par les avis scientifiques des groupes d'experts et consultations reconnus par la Commission, conformément aux Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius.
- Lorsque des projets de normes sont fondés sur les évaluations internationales des risques comme indiqué plus haut, la Commission pourrait encore souhaiter les adopter et en même temps s'engager à réexaminer la question dans un proche avenir; dans ce cas, la Commission devrait généralement s'abstenir d'utiliser le terme « provisoire » ou « temporaire », qui pourrait être source d'ambiguïté quant à leur situation, y compris d'un point de vue juridique.

19. La Commission devrait être très prudente en ce qui concerne l'adoption de normes ayant une durée limitée; au cas où elle déciderait de le faire, alors, le délai d'expiration « automatique » devrait être clairement défini, car toutes les normes adoptées par la Commission seraient présumées rester en vigueur jusqu'à leur révocation ou leur remplacement par des normes nouvelles ou révisées adoptées par la Commission.

Résistance aux antimicrobiens⁴ (ALINORM 06/29/41, par. 164-169)

20. La Commission a rappelé qu'à sa vingt-huitième session, elle s'était mise d'accord sur le principe d'un Groupe intergouvernemental spécial chargé de la résistance aux antimicrobiens et qu'elle devrait prendre une décision définitive concernant la création de ce groupe à sa présente session. Elle a également rappelé qu'une lettre circulaire⁵ avait été distribuée pour solliciter des propositions concernant le mandat de ce groupe et des informations sur les activités et politiques nationales en matière de maîtrise de la résistance aux antimicrobiens. La Commission a noté qu'un groupe de travail avait été convoqué pendant la session sous la présidence des États-Unis (voir par. 14) pour analyser les observations reçues et pour formuler des propositions concernant le titre, les objectifs, le mandat et le calendrier des travaux du groupe intergouvernemental spécial envisagé.

21. La Commission a examiné le rapport portant la cote LIM 18 présenté par le groupe de travail qui s'était réuni pendant la session et a tenu un débat sur la question de savoir si un tel groupe était nécessaire et sur la meilleure façon de procéder en ce qui concernait les travaux envisagés.

22. Certaines délégations ont souligné que la coopération technique incluant l'échange d'informations était essentielle pour aider les pays en développement à faire face au problème de la résistance aux antimicrobiens.

23. L'observateur de l'OIE a appelé l'attention de la Commission sur le fait que l'OIE avait récemment adopté une norme sur la résistance aux antimicrobiens et a proposé de procéder par référence croisée entre cette norme et les travaux prévus, de façon qu'ils se complètent et pour éviter les doubles emplois et une incompatibilité avec les normes élaborées par les organisations pertinentes référencées dans l'Accord SPS de l'OMC.

24. La Commission **est convenue** de créer un Groupe intergouvernemental spécial du Codex sur la résistance aux antimicrobiens et, tenant compte des débats sur les propositions figurant dans le document LIM 18 et après avoir procédé aux ajustements nécessaires, **est convenue** des objectifs, du mandat et du calendrier de travail de ce groupe, tels que présentés à l'Annexe XI au présent rapport.

25. La Commission **est convenue** d'envoyer une lettre circulaire pour demander des propositions concrètes concernant de nouvelles activités, de préférence sous forme de projets de descriptifs de document qui seraient réunis dans un document de travail et distribués pour observations et examen par le Groupe spécial à sa première réunion. La Commission **est également convenue** d'utiliser le texte, énumérant les éléments et les activités présentés dans le document LIM 18, comme document d'information de base pour la lettre circulaire susmentionnée.

C. QUESTIONS ÉMANANT D'AUTRES COMITÉS ET GROUPES SPÉCIAUX DU CODEX**VINGT-TROISIÈME SESSION DU COMITÉ DU CODEX SUR LES PRINCIPES GÉNÉRAUX (ALINORM 06/29/33, par. 31-39)*****Projet de critères révisés pour l'établissement de la liste des substances à soumettre en priorité à la JMPR pour évaluation***

26. Le Comité a rappelé que le Comité sur les résidus de pesticides (CCPR) utilisait actuellement les Critères relatifs à l'inscription des substances sur la liste des priorités qui figurent dans la lettre circulaire envoyée avant chaque session pour recueillir des observations quant à l'établissement de la liste des substances à soumettre en priorité à la JMPR pour évaluation. À sa trente-septième session, le CCPR a finalisé le Projet de critères et l'a transmis au Comité sur les principes généraux, pour approbation, et à la Commission, pour adoption. Le Secrétariat a indiqué que quelques amendements d'ordre rédactionnel avaient été proposés à l'Annexe 2 du document de travail, afin d'harmoniser les termes employés avec la terminologie Codex en vigueur ou aux fins de clarification. Le Comité a examiné le Projet de critères section par section et a formulé les observations et amendements suivants.

⁴ ALINORM 05/28/41, par. 177-186; ALINORM 06/39/3A, par. 91-93

⁵ CL 2005/33-CAC.

27. La délégation du Brésil, appuyée par d'autres délégations, a proposé d'insérer un nouveau critère selon lequel, pour être éligible à l'inclusion dans la liste des priorités, le CCPR « doit tenir compte des besoins identifiés des pays en développement ».
28. La délégation des États-Unis a estimé que, comme le « Critère général » des Critères régissant l'établissement des priorités des travaux mentionnant les besoins des pays en développement s'appliquait à tous les organes subsidiaires du Codex, il n'était pas nécessaire de reprendre des déclarations générales dans les critères appliqués par le CCPR.
29. La délégation des Pays-Bas, s'exprimant en sa qualité de pays hôte du CCPR, a rappelé que les problèmes des pays en développement en ce qui concerne l'établissement des LMR étaient régulièrement examinés au sein de ce comité; toutefois, l'établissement de LMR pour des substances et des denrées alimentaires spécifiques dépendait de la soumission de données pertinentes, y compris les résultats des essais contrôlés; la JMPR ne pouvait procéder à une évaluation des risques en l'absence de telles données.
30. À la section 2.1, intitulée Critères de sélection des produits alimentaires, la délégation de la Colombie a souligné que l'absence de LMR Codex pour les produits issus des pays en développement était à l'origine de difficultés commerciales importantes, car les pays importateurs appliquaient une tolérance zéro quand aucune LMR spécifique n'existait. Afin de résoudre ce problème, la délégation a proposé d'ajouter une référence aux produits issus des pays en développement, car l'établissement de LMR pour ces denrées alimentaires devait être prioritaire. Cette proposition a été appuyée par quelques délégations.
31. Le Comité a noté que, étant donné que les LMR étaient établies sur la base des données relatives aux substances et aux denrées alimentaires qui sont fournies dans une large mesure par les pays développés, le CCPR examinait la manière de résoudre les difficultés et de répondre aux besoins des pays en développement. Le Secrétariat a informé le Comité qu'à sa dernière session, le CCPR avait décidé d'entreprendre une révision globale de la Classification des produits destinés à l'alimentation humaine et animale, et que l'une des questions qui serait examinée dans ce cadre serait de savoir comment prendre en compte les produits importants pour les pays en développement; dans cette optique, le CCPR avait récemment établi des LMR pour les épices.
32. Le Comité a noté que le ratio minimum de 50 % proposé pour les nouveaux composés dans le cadre de la détermination des priorités entre les nouveaux produits chimiques et ceux faisant l'objet d'une réévaluation périodique résultait d'une évolution dans les priorités d'évaluation des pesticides. Pendant de nombreuses années, la priorité a été donnée à la réévaluation périodique des pesticides déjà commercialisés et un grand nombre de LMR ont été réévaluées afin de tenir compte de l'évolution des données scientifiques et des méthodes d'évaluation des risques. Ces dernières années, plusieurs nouvelles substances sont apparues sur le marché et le CCPR a reconnu que leur évaluation devrait être effectuée en priorité. Le comité était donc convenu que la proportion de nouvelles évaluations par rapport aux réévaluations périodiques devrait être augmentée de manière significative et a introduit le ratio minimum de 50 % pour les nouveaux composés, si possible, parmi les critères de priorité des substances. Il a également été noté que les projets de Critères mettaient l'accent sur l'évaluation des nouvelles substances ayant une toxicité aiguë et/ou chronique réduite.
33. Le Comité est convenu de retenir, si possible, ce ratio minimum de 50 % pour les nouveaux composés et de reformuler le paragraphe 5 de la section 2.1 aux fins de clarification.
34. Le Comité **est convenu d'approuver** le Projet de critères révisés et de le transmettre à la Commission, pour adoption à sa vingt-neuvième session, et pour inclusion dans le Manuel de procédure après les Critères régissant l'établissement des priorités des travaux (voir Annexe). Le Comité **est également convenu d'attirer l'attention** du Comité sur les résidus de pesticides sur la préoccupation exprimée par les pays en développement lors de la présente session quant à la nécessité pour ce dernier de fixer en priorité des LMR pour les denrées alimentaires provenant des pays en développement (voir également par. 13-16).
35. Le Comité **est invité** à utiliser les critères susmentionnés lors de l'établissement de la liste des composés à soumettre en priorité à la JMPR pour évaluation.

ANNEXE

CRITÈRES RÉVISÉS POUR L'ÉTABLISSEMENT DE LA LISTE DES SUBSTANCES À SOUMETTRE EN PRIORITÉ À LA JMPR POUR ÉVALUATION**1. CRITÈRES GÉNÉRAUX****1.1 Critères régissant l'inscription d'une substance chimique sur la liste des priorités**

Pour qu'un pesticide soit considéré apte pour insertion dans la liste de priorités, celui-ci doit:

- i) être homologué dans un pays membre;
- ii) être disponible comme produit commercial;
- iii) ne pas avoir déjà été accepté pour examen;
- iv) donner lieu à la formation de résidus dans ou sur un produit destiné à l'alimentation humaine ou animale faisant l'objet d'échanges internationaux, dont la présence suscite (ou pourrait susciter) des craintes pour la santé publique et donc occasionner (ou être susceptible d'occasionner) des problèmes au niveau des échanges internationaux.

1.2 Critères de sélection des produits alimentaires pour lesquels le codex devrait fixer des LMR ou des LMRE

Le produit pour lequel on demande la fixation par le Codex d'une LMR ou d'une LMRE doit pouvoir faire l'objet d'échanges internationaux. Un rang de priorité plus élevé sera accordé aux produits qui représentent une part importante du régime alimentaire.

Note:

Il est recommandé aux gouvernements de vérifier si le pesticide ne fait pas déjà partie du Système Codex. Une liste de combinaisons pesticide/produit déjà incluses dans le Système Codex ou faisant l'objet d'un examen figure dans un document de travail élaboré et utilisé comme base de discussions à chaque session du Comité du Codex sur les résidus de pesticides. Veuillez consulter le document relatif à la dernière session, qui vous permettra de savoir si un pesticide donné a déjà été examiné.

2. CRITÈRES POUR L'ÉTABLISSEMENT DE PRIORITÉS**2.1 Nouvelles substances chimiques**

Lors de l'établissement de priorités relatives aux nouvelles substances chimiques dont l'évaluation est proposée à la JMPR, le Comité doit prendre en compte les critères suivants:

1. La substance chimique présente un risque de toxicité aiguë et/ou chronique moindre pour la santé humaine par rapport à d'autres substances chimiques figurant dans sa Classification (insecticide, fongicide, herbicide);
2. La date à laquelle la substance chimique a été soumise pour évaluation;
3. L'engagement de la part du fabricant du composé à communiquer des données d'appui pour examen, et ce dans des délais précis;
4. La disponibilité d'études et d'évaluations des risques aux niveaux régional ou national, et la coordination avec d'autres listes régionales ou nationales;
5. Inscrire, si possible, sur la liste des priorités les nouvelles substances de sorte qu'au moins 50 % des évaluations soient consacrées à ces nouvelles substances.

Note:

Afin de répondre au critère selon lequel la nouvelle substance chimique proposée est un produit de remplacement "plus sûr" ou "à moindre risque", le pays qui propose la nouvelle substance devra fournir les informations suivantes:

- i) les noms de la ou des substance(s) chimique(s) que la substance proposée devrait remplacer;
- ii) une comparaison de la toxicité aiguë et chronique de la substance chimique proposée avec d'autres substances chimiques figurant dans sa Classification (insecticide, fongicide, herbicide);

- iii) un résumé des calculs de l'exposition aiguë et chronique par le régime alimentaire pour tous les régimes alimentaires pris en compte par le CCPR;
- iv) autres informations pertinentes à l'appui des nouvelles substances chimiques proposées au titre de produits de remplacement.

2.2 Réévaluation périodique

Lors de l'établissement de priorités relatives à la réévaluation périodique des substances chimiques par la JMPR, le Comité doit prendre en compte les critères suivants:

1. Le cas échéant, l'apport et/ou le profil toxicologique indiquent un certain risque pour la santé publique;
2. Les substances chimiques n'ayant pas fait l'objet d'une analyse de toxicité depuis plus de 15 ans et/ou d'un examen approfondi de leurs limites maximales pendant 15 ans;
3. L'année d'inscription du produit sur la liste des substances chimiques proposées pour une réévaluation périodique – Non encore prévue;
4. La date à laquelle les données seront communiquées;
5. Le cas échéant, le CCPR a été informé par un gouvernement national que la substance est à l'origine de perturbations au niveau des échanges commerciaux;
6. Il existe une substance chimique étroitement apparentée pour laquelle une réévaluation périodique est proposée et qui est susceptible d'être évaluée parallèlement;
7. La disponibilité d'étiquettes provenant de réévaluations nationales récentes.

2.3 Évaluations

Lors de l'établissement de priorités relatives aux évaluations de la toxicité ou des résidus par la JMPR, le Comité doit prendre en compte les critères ci-après:

1. La date de réception de la demande;
2. L'engagement de la part du fabricant du composé à communiquer des données d'appui pour examen, et ce dans des délais précis;
3. Le cas échéant, les données sont soumises dans le cadre de la règle des quatre ans;
4. La nature des données à soumettre et la raison de cette soumission; par exemple, à la demande du CCPR.

Note:

Lorsqu'un pesticide a déjà été évalué par la JMPR et que des LMR, LMRE ou TI ont été fixées, de nouvelles évaluations peuvent être entreprises dans un ou plusieurs des cas suivants:

- i) De nouvelles données toxicologiques sont disponibles pour indiquer un changement sensible dans la DJA ou la dose de référence aiguë.
- ii) La JMPR peut relever un manque de données dans une réévaluation périodique ou une évaluation de nouvelle substance chimique. Dans ce cas, les gouvernements nationaux ou autres parties intéressées peuvent s'engager à fournir des informations au cosecrétaire concerné de la JMPR, avec copie au CCPR pour examen. Après inscription au calendrier provisoire de la JMPR, les données devront être soumises au cosecrétaire concerné de la JMPR.
- iii) Le CCPR peut placer une substance chimique dans le cadre de la règle des quatre ans. Dans ce cas, le gouvernement ou les industriels devront communiquer leur appui pour les LMR spécifiques, au cosecrétaire FAO de la JMPR. Après inscription au calendrier provisoire de la JMPR, toutes les données à l'appui du maintien de la (ou des) LMR devront être soumises au cosecrétaire FAO de la JMPR.
- iv) Un gouvernement membre peut souhaiter élargir l'emploi d'une substance chimique faisant déjà partie du Système Codex, c'est-à-dire obtenir des LMR pour un ou plusieurs nouveaux produits alors qu'il existe déjà des LMR pour d'autres produits. La demande devra être adressée au cosecrétaire FAO de la JMPR et soumise au CCPR pour examen. Après inscription au calendrier provisoire de la JMPR, les données devront être soumises au cosecrétaire FAO de la JMPR.

- v) Un gouvernement membre peut souhaiter examiner une LMR à cause d'un changement dans une BPA. Par exemple, une nouvelle BPA peut nécessiter une LMR plus élevée. Dans ce cas, la demande devra être adressée au cosecrétaire FAO, avec copie au Comité pour examen. Après inscription au calendrier provisoire de la JMPR, les données devront être soumises au cosecrétaire FAO de la JMPR.
- vi) Lorsque le CCPR demande des éclaircissements ou un nouvel examen à propos d'une recommandation de la JMPR, le cosecrétaire approprié inscrira la demande au calendrier de la JMPR suivante.
- vii) Lorsqu'un pesticide particulier pour lequel il existe des LMR suscite de graves inquiétudes pour la santé publique, les gouvernements membres devront en informer rapidement le cosecrétaire OMS de la JMPR et lui transmettre les données pertinentes.